

Géopolitique : Le Grand Moyen-Orient et la prééminence américaine

Category: 2020-2030,Actualités,Géopolitique
12 octobre 2026



« Bagdad a décrété le 1^{er} octobre Journée de la célébration après vingt-trois années de présence militaire des Etats-Unis, depuis l'invasion de mars 2003 » écrit le correspondant du Monde Samuel Forey depuis le Caire. Le président américain était alors George Bush fils, qui déclarait dès le premier mai 2003, depuis le porte-avions Abraham Lincoln, la fin des opérations majeures – initiées en Irak sans l'accord de l'ONU – avec son fameux « mission accomplie ». Il ouvrait en fait la porte à une vingtaine d'années de violence qui ont ensanglanté le pays. En effet, « la campagne, dans la foulée de celle d'Afghanistan (2001), avait provoqué un tourbillon de violences qui a divisé, détruit, meurtri l'Irak. La guerre et l'occupation qui ont suivi ont coûté la vie à plus de 115 000 Irakiens, selon les estimations les plus basses, et à 4 500 Américains » (1).

Dès 2004, George Bush, appuyé par les néoconservateurs, va plaider au-delà de l'Irak pour un « Grand Moyen-Orient » (qui englobait les 22 États de la Ligue arabe plus l'Iran, la Turquie, Israël, l'Afghanistan et le Pakistan) remodelé, démocratisé, largement vendu aux Américains quand le projet laisse sceptiques les pays concernés – comme, en Europe, Français et Allemands, Jacques Chirac et Gerhard Schröder ne s'étant pas associés à l'invasion de l'Irak.

Que célèbre-t-on avec le départ d'Irak aujourd'hui, que Donald Trump évoque comme une

« victoire pour les deux pays » ?

La fin officielle de la coalition internationale mise en place en 2014 contre l'État islamique (EI ou Daesh), dont le califat en Irak et en Syrie, achevé en 2019, laissait des groupes actifs sur le terrain. Dans ce cadre, à côté de l'opération américaine (Inherent Resolve), la France a joué un rôle important avec l'opération Chammal. La date du départ des troupes a été négociée dès 2021 avec la signature d'un traité entre Washington et Bagdad.

Pour Adel Bakawan, spécialiste de l'Irak, associé à l'Ifri, qui s'exprime pour les *Échos* (2), « On est dans la société du spectacle : Donald Trump peut mettre en scène ce départ pour rappeler la victoire des Etats-Unis sur Daesh et montrer qu'il peut toujours ramener des 'boys' à la maison, tandis que le Premier ministre irakien peut mettre en scène un retour de souveraineté du pays ». De plus, lisons bien, la grande affaire étant le pétrole, « sur le fond, les Etats-Unis gèrent toujours le pétrole irakien ». Depuis 2003 en effet, explique clairement Reuters (3), « l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), dirigée par les États-Unis, a créé le Fonds de développement pour l'Irak (DFI), géré par la Fed de New York, et destiné à collecter les recettes pétrolières afin de les affecter aux efforts de reconstruction et de développement ». On le comprend, « le pétrole est la principale source de revenus de l'Irak, représentant environ 90 % du budget de l'État. Cela confère à Washington une influence considérable sur la stabilité économique et politique du pays ».

Le départ américain de la base d'Erbil ne signifie donc ni la fin du fonds DFI géré par la Fed, ni celle de l'influence et des intérêts américains dans le pays.

Quant au Grand Moyen-Orient apaisé et démocratisé ? Poser la question dans le contexte actuel vaut une réflexion sur les raisons et le chemin de cet échec spectaculaire.

Nous l'écrivions ici dès 2008 (4). Bien sûr, *chacun voit bien que les temps changent. Et que s'estompent les grands contours du 20ème siècle finissant, avec sa logique d'affrontement idéologique entre deux blocs opposés partout ailleurs que sur leur propre territoire, dans des crises (Cuba) ou des guerres (Vietnam) qui ont touché tous les continents quelles qu'en soient les apparences (...). La chute par épuisement de l'Union soviétique en 1991 a-t-elle clos la période ? Pas vraiment, parce que les Etats-Unis, vainqueurs par abandon de l'adversaire, se sont sentis libres d'aller au bout, en tant que « seule superpuissance » restante, d'un projet de domination unipolaire du monde - dessein qui a été exprimé publiquement à la fin des années 1990 - mais dont les prémices datent de 1992-1993 - sous la forme d'un document, le Project for the New American Century, PNAC (5), qui n'est rien d'autre, si l'on y réfléchit, que la prise des bénéfices de la victoire du camp dont ils avaient été les leaders et les garants.*

Et, on le sait, les hommes qui ont travaillé à ce projet ont accédé au pouvoir avec l'élection du président George Bush en 2000.

Nous reprenions le sujet en octobre 2015 (6), la logique du PNAC ayant provoqué de fortes turbulences qu'analysaient aussi nos confrères de la Vigie (7). « Arrêtons-nous un instant pour écouter la rumeur du monde », invitait notre confrère qui fêtait son premier anniversaire. « Avant toute analyse, notons qu'à New York, Bruxelles ou Strasbourg, on a entendu les signaux d'un monde turbulent que les structures internationales peinent à réguler ». A quoi devait-on que ces turbulences brouillent à ce point notre compréhension de l'histoire que nous étions en train de construire ? « Ce qu'indiquent ces signaux pris dans leur ensemble, c'est la

relativisation accélérée des enceintes globales, ces infrastructures politiques établies il y a soixante-dix ans sur les décombres d'une Europe alors au cœur du monde. Jusque-là, la gouvernance mondiale avait connu une certaine continuité politique, du Congrès de Vienne (1815) à celui de Berlin (1885), au Traité de Versailles (1919) à la SDN (1920) jusqu'à la Charte de San Francisco et l'ONU (1945) ».

Mais, pour les néoconservateurs et le PNAC (6), la feuille de route américaine avait un objectif autre, et très clair : « *Il s'agit de savoir si oui ou non nous allons conserver la prééminence américaine, si oui ou non nous allons assurer la domination géopolitique mondiale des Etats-Unis et préserver la paix américaine* ». Il n'y a pas d'ambiguïté sur les moyens : « *Pour préserver la situation stratégique enviable dans laquelle se trouvent en ce moment les Etats-Unis, il leur faut disposer de la prééminence militaire tant aujourd'hui qu'à l'avenir* ».

Constatant l'échec aussi bien « *d'une forme d'universalité géoéconomique de gouvernance mondiale* » que ses conséquences pour le « *vieux monde* » européen et la France elle-même, nos confrères convenaient, et nous étions alors en 2015, sous la présidence de Barak Obama, un Démocrate, « *la fin d'une sorte de rêve de gouvernance mondiale* ». Les néoconservateurs avaient conquis, alors comme aujourd'hui, des adeptes chez les Démocrates et les Républicains.

Mais l'ère de la « *superpuissance* » américaine, militaire comme économique, a continué à se déliter – entraînant une Europe vassalisée avec elle. Après l'échec au Vietnam (1975), nous avons vu la pire déroute avec la fuite d'Afghanistan (août 2021). Au Moyen-Orient ? Que dire de la Syrie où Israéliens et Turcs s'affrontent ? De l'Irak même ? De la mise en danger d'Israël et des pays du Golfe ? Du Liban ? Où est la « *pacification démocratique* » de la région ? On le voit contre l'Iran, la « *prééminence militaire* » absolue voulue par le PNAC dans un monde unipolaire n'existe plus.

Donald Trump et son vice-président JD Vance semblaient le comprendre et se concentrer sur des « *zones d'influence* » partagées avec la Russie et la Chine, l'Europe à se répartir entre goinfres. La mise en acte est pour l'heure très incertaine.

Au Moyen-Orient règne la guerre, dans le plus grand désordre.

Hélène NOUAILLE
La Lettre de Léosthène

Notes :

(1) *Le Monde*, le 1^{er} octobre 2026, Samuel Forey, *L'Irak fête le départ de la coalition internationale et des dernières troupes américaines*

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/10/02/l-irak-fete-le-depart-de-la-coalition-internationale-et-des-dernieres-troupes-americaines_6786895_3210.html

(2) *Les Échos*, le 1^{er} octobre 2026, Anne Bauer, *Les Etats-Unis mettent fin à douze ans de présence militaire en Irak*

<https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/les-etats-unis-mettent-fin-a-douze-ans-de-presence-militaire-en-irak-2254374>

(3) Reuters, le 30 septembre 2026, Ahmed Rasheed, *Explainer: How the US controls Iraq's oil revenues*

<https://www.reuters.com/business/energy/how-us-controls-iraqs-oil-revenues-2026-09-30>

(4) Voir Léosthène n° 358/2008, le 2 janvier 2008, *Il faut prendre garde ici d'usurper l'avenir...*

(5) PNAC, *Project for the New American Century*, septembre 2000, traduit en français par Pierre-Henri Bunel, accessible en ligne

<http://www.reopen911.info/uploads/document/fichier/pnac-reconstruire-les-defenses-de-l-amerique.pdf>

Les auteurs signataires (William Kristol, Robert Kagan, John Bolton et d'autres) y avertissaient : pour « *préserver leur leadership mondial et, in fine, pour la préservation de la paix* » comme pour « *façonner l'état de la sécurité internationale en conformité avec les principes et les intérêts américains* », il fallait réussir quatre missions :

« - *défendre la patrie américaine*

- *livrer et gagner, de façon décisive, des batailles majeures, multiples et simultanées*

- *remplir nos devoirs de maintien de l'ordre, associés au façonnement de l'environnement sécuritaire dans des régions critiques*

- *transformer les forces des Etats-Unis pour exploiter la « révolution des affaires militaires ».*

(6) Voir Léosthène n° 1058/2015, du 17 octobre 2015, *Comment est piloté le monde*

(7) La Vigie, le 15 octobre 2025, lettre n° 27, accès libre pour son premier anniversaire, voir *Rumeurs du monde*

<https://www.lettrevigie.com/la-vigie-n27-legitime-defense-rumeurs-du-monde-gratuit>

Léosthène, Siret 453 066 961 00013 France APE 221E ISSN 1768-3289

Directeur de la publication : Yves HOUSPIC (yhouspic@gmail.com)

Directrice de la rédaction : Hélène NOUAILLE (helene.nouaille@free.fr)

Copyright©2026. La Lettre de Léosthène. Tous droits réservés.

Source Piixabay